

Brexit : l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne est-il menacé? **Un nouvel accord entre le Canada et le Royaume-Uni pourrait voir le jour**

Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne suscite plusieurs inquiétudes. Au Canada, l'impact pourrait notamment se faire sentir sur l'actuel processus de ratification de l'Accord économique et commercial global (AECG). D'une part, le processus de retrait du Royaume-Uni pourrait détourner l'attention des pays européens, reléguant ainsi les autres dossiers au second rang, ce qui pourrait retarder la ratification de l'AECG. D'autre part, certains craignent que l'AECG devienne moins attrayant lorsque le Royaume-Uni, le plus important partenaire commercial du Canada en Europe, ne fera plus partie de l'entente. Or, même si des délais supplémentaires pourraient survenir, les décideurs publics semblent déterminer à aller de l'avant avec la ratification de l'accord. De plus, l'AECG conservera plusieurs avantages pour le Canada et facilitera notamment une meilleure diversification géographique de son commerce international.

Le 23 juin dernier, les Britanniques ont opté pour le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) – communément appelé le *Brexit*. Même si le retrait ne sera pas effectif avant plusieurs mois, voire plusieurs années, le processus officiel devrait être enclenché d'ici le début de 2017. Les conséquences seront évidemment nombreuses en Europe et un peu partout dans le monde. En outre, on peut se demander ce qu'il adviendra de l'Accord économique et commercial global (AECG) conclu récemment entre l'UE et le Canada¹.

Le processus de ratification est toujours en cours avec notamment le dévoilement du texte officiel de l'accord le 5 juillet dernier, et ce, dans 23 langues officielles. Le Canada et les membres de l'UE doivent maintenant mener leurs processus internes respectifs en vue de la ratification et de la mise en œuvre de l'AECG.

LE PROCESSUS SUIT SON COURS

Force est toutefois de constater que le déroulement de la négociation et de la ratification a été, et demeure, plus long et plus ardu que prévu initialement. Il faut dire qu'il s'agit d'un accord ambitieux encadrant non seulement le commerce de

biens et de services, mais aussi plusieurs autres aspects des échanges entre le Canada et l'UE. De plus, le nombre d'intervenants est élevé avec les 28 membres² de l'UE et les dix provinces canadiennes, qui ont aussi été impliqués dans le processus.

Or, plusieurs analystes craignent que le processus de ratification de l'AECG soit maintenant entravé par le *Brexit*. Il ne fait aucun doute que le retrait³ du Royaume-Uni sera au cœur des préoccupations des autres pays membres de l'UE au cours des prochains mois, reléguant du même coup au second rang les autres sujets, ce qui pourrait engendrer des délais supplémentaires pour la ratification de l'AECG.

Cela dit, les responsables du dossier se sont plutôt montrés rassurants à cet égard, et ce, tant du côté canadien qu'euro-péen. La ministre canadienne du Commerce international, Chrystia Freeland, s'est entretenue au début juillet avec ses homologues de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni et ils ont tous réaffirmé leur soutien à l'AECG. En outre, le Royaume-Uni, qui demeurera

² Nombre de membres en 2016 en incluant le Royaume-Uni.

³ Une fois que les Britanniques auront invoqué l'article 50 du traité de Lisbonne, un délai d'environ deux ans pourrait être nécessaire (peut-être même davantage selon certaines sources) avant de concrétiser la sortie officielle du Royaume-Uni de l'Union européenne.

¹ Pour plus de détails sur l'AECG, voir notre *Point de vue économique* publié le 22 avril 2015, www.desjardins.com/ressources/pdf/pv150422-f.pdf?resVer=1429702137000.

membre de l'UE à part entière tant que le processus de retrait ne sera pas complété, a assuré au Canada qu'il appuierait une ratification assez rapide de l'AECG. La ratification de l'AECG pourrait aussi revêtir une importance stratégique dans le cadre de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le ministre britannique responsable du *Brexit*, David Davis, a en effet mentionné que l'AECG pourrait servir de modèle à d'éventuelles négociations entre le Royaume-Uni et l'UE dans le but d'établir un accord de libre-échange entre les deux zones.

De plus, il est possible que l'entrée en vigueur de l'AECG se fasse de façon partielle. Cela permettrait de mettre de l'avant une grande partie des clauses de l'AECG assez rapidement (probablement en 2017) tout en poursuivant les négociations pour certaines composantes plus sensibles.

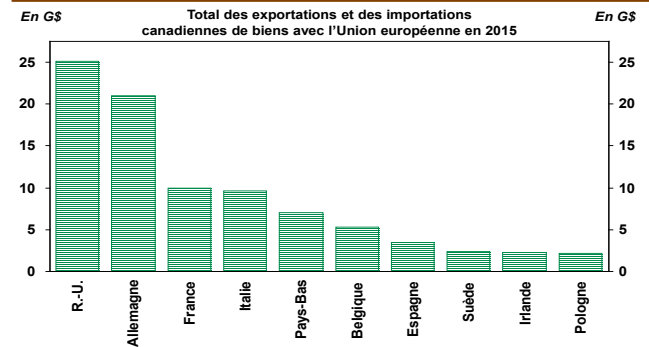
UNE UNION EUROPÉENNE PRIVÉE DU ROYAUME-UNI EST MOINS ATTRAYANTE

Même si tout porte à croire que l'AECG devrait être ratifié d'ici quelques mois, on peut se demander si cet accord est encore avantageux pour les Canadiens considérant que le Royaume-Uni sera éventuellement exclu de l'entente. Le Royaume-Uni est le plus important partenaire commercial du Canada en Europe avec des échanges bilatéraux de biens totalisant 25,1 G\$ en 2015 (graphique 1). À lui seul, le Royaume-Uni représente un peu plus de 25 % de tous les échanges de biens du Canada avec les pays membres de l'UE. Le Royaume-Uni est loin devant en ce qui concerne les exportations du Canada vers l'UE (graphique 2), tandis qu'il arrive au deuxième rang au chapitre des importations canadiennes en provenance de l'UE (graphique 3), soit tout juste derrière l'Allemagne.

Une bonne partie de cette position de tête du Royaume-Uni s'explique toutefois par des transactions de nature financière. La principale exportation du Canada vers le Royaume-Uni est de l'or avec une valeur de 9,4 G\$ en 2015, ce qui représente 59 % de toutes les exportations de biens du Canada vers le Royaume-Uni (voir l'annexe à la page 3). L'or arrive aussi au premier rang des produits importés au Canada en provenance du Royaume-Uni avec une valeur de 1,4 G\$ en 2015, soit 15,7 % de toutes les importations canadiennes de biens provenant du Royaume-Uni. Ces échanges s'expliquent en grande partie par l'importance du *London Metal Exchange* dans les transactions internationales de métaux précieux.

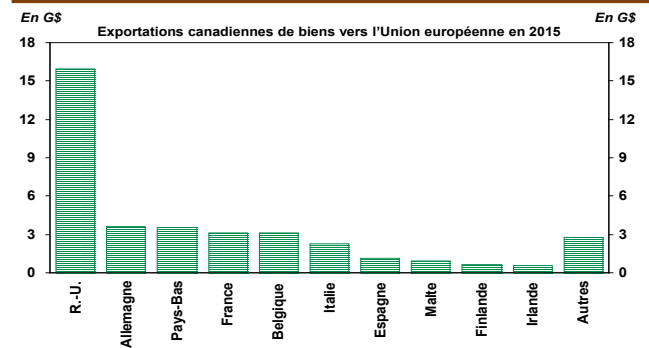
Cela dit, plusieurs autres pays européens affichent un niveau assez élevé d'échanges bilatéraux avec le Canada, dont l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique. La présence d'un accord commercial entre le Canada et l'UE demeure donc tout à fait bénéfique dans ce

Graphique 1 – Le Royaume-Uni est le principal partenaire commercial du Canada en Europe



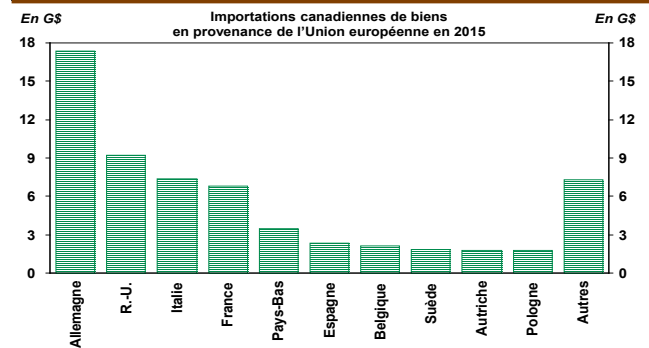
Sources : Industrie Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 2 – Le Royaume-Uni est la destination de prédilection pour les exportations canadiennes de biens



Sources : Industrie Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 3 – Le Royaume-Uni occupe aussi une place importante dans les importations canadiennes provenant de l'Union européenne



Sources : Industrie Canada et Desjardins, Études économiques

contexte. De plus, même si les transactions commerciales avec les autres pays de l'UE sont plus modestes, l'AECG favorisera de nouvelles opportunités commerciales au sein des pays membres. Cela pourrait permettre au Canada d'accroître ses échanges avec d'autres pays européens et ainsi améliorer la diversification géographique de son commerce extérieur. Dans ces conditions, même avec le retrait du Royaume-Uni, l'AECG demeure opportun. L'amplitude des

bienfaits économiques tels qu'estimés par le gouvernement canadien et les autorités européennes lors des discussions préliminaires pourrait toutefois être moindre étant donné le retrait d'un important partenaire.

VERS UN NOUVEL ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE ROYAUME-UNI?

De plus, il est fort probable que les échanges entre le Canada et le Royaume-Uni se poursuivront à un rythme soutenu malgré le retrait de ce dernier de l'UE et de l'AECG. Les relations commerciales entre les deux pays sont bien établies, en particulier au sein du secteur aéronautique. Dans ces conditions, il est même envisageable

que le Canada et le Royaume-Uni négocient éventuellement un nouvel accord commercial bilatéral basé sur les fondements de l'AECG. Rappelons que les relations entre le Canada et le Royaume-Uni bénéficient déjà de la présence du Commonwealth, qui promulgue une coopération à l'intérieur d'un cadre fondé sur des valeurs et des objectifs communs.

Benoit P. Durocher
 Économiste principal

ANNEXE

Tableau 1 – Les échanges d'or occupent une place importante dans le commerce entre le Canada et le Royaume-Uni

Type de biens	Valeur en M\$	Importance relative en %
Principales exportations du Canada vers le Royaume-Uni en 2015		
Or (y compris l'or platiné), sous formes brute, mi-ouvrée ou en poudre	9 413	59,0
Mattes de nickel, sinters d'oxydes de nickel/autres produits de la métallurgie du nickel	1 253	7,9
Déchets/débris de métaux précieux ou de plaqué ou doublé de métaux précieux	380	2,4
Éléments chimiques radioactifs, isotopes radioactifs et leurs mélanges ou résidus	378	2,4
Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	333	2,1
Véhicules aériens; véhicules spatiaux/leurs véhicules lanceurs	328	2,1
Parties des appareils du secteur aéronautique	222	1,4
Bois de chauffage; bois en particules; sciures, déchets	191	1,2
Minerais de fer et leurs concentrés	129	0,8
Froment (blé) et méteil	124	0,8
Principales importations du Canada en provenance du Royaume-Uni en 2015		
Or (y compris l'or platiné), sous formes brute, mi-ouvrée ou en poudre	1 441	15,7
Parties des appareils du secteur aéronautique	855	9,3
Voitures de tourisme/autres véhicules automobiles pour transport de personnes; voitures de course	783	8,5
Turboréacteurs, turbopropulseurs et autres turbines à gaz	546	5,9
Médicaments constitués par des produits mélangés ou non présentés sous forme de doses	403	4,4
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	338	3,7
Alcool éthylique non dénaturé (moins de 80 % vol.); eaux-de-vie, etc.; préalcool, etc.	222	2,4
Argent, sous formes brute, mi-ouvrée ou en poudre	189	2,1
Sang humain; sang animal préparé; sérums; vaccins, toxines	169	1,8
Tracteurs	127	1,4

Sources : Industrie Canada et Desjardins, Études économiques